

Document

Islande : « Si la dette ne peut pas être payée, elle ne le sera pas ! »

(par Olivier Bonfond-<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=15431>)

Le 28 septembre 2009

L'Islande, petit pays sans armée de 320 000 habitants, vient d'annoncer qu'il conditionnerait le remboursement de sa dette à ses « capacités de paiement ». Si la récession perdure, l'Islande ne remboursera rien. Même s'il convient de nuancer la portée de cette décision, d'autant qu'il faudra vérifier qu'elle est effectivement appliquée, elle représente cependant une réelle opportunité dont les mouvements sociaux, du Nord et du Sud, devraient se saisir pour obliger leurs gouvernements à remettre enfin en cause le paiement inconditionnel de la dette publique.

Après 15 années de croissance économique, après avoir été considéré comme un des pays les plus riches de la planète, l'Islande a connu fin 2008, selon le FMI, la plus grosse crise bancaire dans l'histoire d'un pays industrialisé[1]. Cela n'a rien d'un hasard. Ces dernières années, L'Islande a appliqué ce qu'on peut appeler un « pur néolibéralisme ». Le secteur bancaire, intégralement privatisé en 2003, a tout fait pour attirer les capitaux étrangers. Ils ont notamment développé les fameux comptes en ligne qui, via la réduction des coûts de gestion, permettent d'offrir des taux d'intérêt relativement intéressants. En à peine 4 ans, la dette extérieure des trois principales banques islandaises a plus que quadruplé, pour passer de 200% du PIB en 2003 à 900 % du PIB en 2007 ! Quand les marchés financiers se sont effondrés en septembre 2008 et que ces trois banques sont tombées en faillite, elles étaient évidemment dans l'impossibilité d'assumer leurs engagements, d'autant que l'effondrement de 85% de la valeur de la couronne face à l'euro n'a fait que décupler la dette. Vu l'ampleur de la faillite bancaire, plus personne n'a voulu leur prêter de l'argent ou financer un quelconque sauvetage. Les robinets se sont fermés.

L'Union européenne et le FMI « conseillent » alors au gouvernement islandais de socialiser les pertes du secteur financier en reprenant à sa charge les dettes des banques. Pour trouver les financements nécessaires au remboursement de cette nouvelle dette nationalisée, les « conseils » du FMI sont clairs : couper dans les dépenses publiques, en particulier dans la santé et l'éducation, augmenter les impôts sur le travail et les taxes indirectes, et appliquer une politique monétaire restrictive (augmentation très forte des taux d'intérêt). Ces politiques ressemblent comme deux gouttes d'eau aux mesures d'« ajustement structurel » que les pays du Sud appliquent depuis plus de 25 ans maintenant, avec les résultats que l'on sait.

Il s'agit en plus de ne pas traîner. L'Islande est en effet censée trouver, d'ici l'automne 2009, les fonds pour rembourser sa dette, en particulier à l'égard des investisseurs britanniques et hollandais, faute de quoi, l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne serait menacée. S'ils acceptent ce « deal », ou plutôt cette menace, cela impliquerait une austérité maximum et provoquerait une explosion de la dette extérieure publique de l'Islande qui atteindrait 240% du PIB.

Le néolibéralisme n'a pas tenu ses promesses, c'est le moins qu'on puisse dire : explosion du chômage et de la dette publique, surendettement des ménages, dont certains se voient expulsés de leurs maisons, taux d'intérêts prohibitifs, etc. Alors que les mobilisations avaient déjà forcé le gouvernement à démissionner en janvier 2008, cette attitude du FMI n'a évidemment fait qu'accroître le mécontentement général, et des manifestations, phénomène rarissime pour ce pays, se sont amplifiées, en particulier devant l'Althing, le parlement islandais. Dans ce contexte, ce même Parlement a adopté fin août une résolution stipulant que le gouvernement consacrerait maximum 6% de la croissance de son PIB au titre du remboursement de la dette. Et si la croissance économique n'est pas au rendez-vous, l'Islande ne paiera rien.

Soyons réaliste, cette mesure ne constitue pas un acte que l'on pourrait qualifier de révolutionnaire. Premièrement, il faut souligner que l'Islande se retrouve dans cette situation parce qu'elle a accepté de nationaliser une dette privée. Ensuite, un taux de croissance économique ne devrait pas automatiquement signifier des capacités de paiement accrues. La répartition des richesses créées et les priorités du budget

doivent être décidées en fonction des besoins des citoyens et non selon les intérêts des créanciers. Plus important : la dette n'est en rien annulée. Au mieux, le remboursement sera reporté dans le temps. Il n'y a pas d'audit en vue et donc pas non plus de possibilité de remettre en cause la légitimité et la légalité de cette dette.

Cependant, cet acte montre une chose essentielle : lorsqu'il y a une volonté politique, souvent voire toujours née de mobilisations sociales importantes, il est possible de désacraliser le caractère non négociable du remboursement de la dette publique et de prendre des mesures concrètes qui vont à l'encontre des intérêts des créanciers.

Les mouvements sociaux, du Sud et du Nord, devraient donc se servir de cet exemple et pousser leurs gouvernements à arrêter de rembourser en invoquant les arguments juridiques de l'« état de nécessité » et de « force majeure » : les peuples ne sont pas responsables de la crise capitaliste actuelle et, vu la conjoncture, rembourser signifie concrètement la dégradation générale des conditions de vie pour les peuples du Nord et la mort, au sens premier du terme, pour des millions de gens dans le Sud. Quand Geir Haarde, le Premier Ministre, déclare qu'« il y a beaucoup d'arguments légaux qui justifient de ne pas payer »[2], il a tout à fait raison. Ne l'oublions pas, comme le stipule l'article 2 de la Déclaration sur le droit au Développement de 1986, Les États ont « le droit et le devoir de formuler des politiques de développement national appropriées ayant pour but l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble de la population ». Poser un moratoire immédiat sur le remboursement et lancer un réel processus d'audit, transparent et démocratique, afin d'avancer vers la répudiation de cette dette odieuse, illégitime et qui asservit les peuples, est plus que jamais à l'ordre du jour, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. « One solution, repudiation ! »

Pour plus d'informations sur les mobilisations en Islande, voir le film de Patrick Taliercio « Comment l'Islande a changé de gouvernement », aux éditions 68 Septante, collection VID #02 (plus d'informations : www.6870.be - edition@6870.be)

Notes

[1] « Selon le FMI, la faillite des banques pourrait coûter aux contribuables plus de 80% du PIB. Relativement à la taille de l'économie, cela représenterait environ 20 fois ce que le gouvernement suédois a payé pour sauver ses banques au début des années 1990. Cela équivaldrait à plusieurs fois le coût de la crise bancaire au Japon il y a une dizaine d'années» ("According to the IMF, the failure of the banks may cost taxpayers more than 80% of GDP. Relative to the economy's size, that would be about 20 times what the Swedish government paid to rescue its banks in the early 1990s. It would be several times the cost of Japan's banking crisis a decade ago". « Cracks in the crust », The Economist, 11 décembre 2008.

2) « Cracks in the crust », The Economist, 11 décembre 2008 ;

http://www.economist.com/world/europe/displayStory.cfm?story_id=12762027

Olivier Bonfond (CADTM Belgique), olivier@cadtm.org, www.cadtm.org.